

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 66 – JUILLET 2005

SOMMAIRE :

P.2

Editorial : " de l'utilité de Géostratégies 2000 par gros temps "

Par le Général d'Armée (cr) Bertrand de Lapresle

P.3

" Mondialisation : diabolisation et mythes ? Réalité des chances et des risques ? Pour qui ? "

Michel Camdessus, ancien Directeur Général du FMI

P.8

" L'Europe sociale, condition indispensable à la construction de l'Europe politique ? Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière

P.12

« Quelle voix et quel rôle pour l'Europe dans le monde ? »

Bronislaw Geremek, Député européen, ancien Ministre des Affaires Etrangères de Pologne

AGENDA

-Jeudi 22 septembre 2005 / Assemblée Générale de Géostratégies 2000 18h30 – Maison des Essec – 70, rue Cortambert – 75016 Paris

-Mardi 27 septembre / Petit-Déjeuner débat avec Robert Badinter, Sénateur des Hauts de Seine, ancien Ministre

Thème : La réforme de l'ONU : un vrai commencement de Gouvernance mondiale ? "

-Petit-déjeuner débat avec Claudie Haigneré, ancien Ministre sur le Thème : " Les enjeux géostratégiques de l'Espace pour l'Europe (Octobre - Date à fixer)

" De l'utilité de Géostratégies 2000 par gros temps " Par le Général d'Armée Bertrand de Lapresle, Ancien Gouverneur des Invalides, Vice -Président de Géostratégies 2000

Voilà plus de quinze années que Géostratégies 2000 apporte sa pierre aux débats publics suscités par les événements et les crises qui jalonnent les transformations de notre société française, de l'Europe, et du Monde. Créée avec un remarquable sens prémonitoire peu avant que ne s'écroule le Mur de Berlin et que ne se dissolve le Pacte de Varsovie, notre Association a eu le privilège de bénéficier d'une multitude d'angles d'approche pour apprécier les conséquences des bouleversements et des crises de toutes natures qui ont transformé notre environnement géostratégique, depuis la fin de la guerre froide.

Si, un instant, notre Association aurait pu craindre que l'effondrement de l'idéologie communiste soviétique ne prélude à " la fin de l'Histoire " qui aurait signé sa disparition programmée faute de crises à anticiper et analyser, l'anticyclone dont la stabilité pouvait être attendue a bien vite laissé place à de rudes tempêtes dont il importait de déchiffrer les origines, d'évaluer les suites, et de tenter de définir les conditions requises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Au cours de ces quinze années, le gros temps n'a pas cessé de prévaloir, et loin d'avoir à s'interroger sur les thèmes géostratégiques qui pourraient meubler notre réflexion, notre dynamique et visionnaire Président Fondateur n'a cessé de devoir arbitrer entre des thèmes plus importants et actuels les uns que les autres, et des intervenants potentiels dont qualification, engagement et hauteur de vues ont été extraordinairement stimulants. A cet égard, particulièrement édifiantes sont les informations diffusées sur notre site Internet rappelant la diversité des sujets traités et des autorités entendues, et les quelque quatre-vingt mots-clés énonçant les principaux sujets de préoccupations abordés lors de nos réunions mensuelles.

Alors que le chaudron d'Eole, chauffé à blanc par de multiples fabricants de tempêtes, dont trop nombreux sont ceux qui sévissent encore, même si certains sont sur le point d'avoir à rendre des comptes à la Communauté Internationale, bouillonnait de vents mauvais qui s'abattaient sur différentes régions de notre planète en conjuguant leurs dégâts, Géo2000 a permis à ses membres de mieux comprendre la météorologie des hautes et basses pressions. Elle nous a conduit à n'être point de simples spectateurs dans un monde aux menaces nouvelles, aux repères bouleversés, à l'imprévisibilité accrue. Grâce à l'approche très largement multidimensionnelle des phénomènes climatiques ambiants, elle nous a offert un espace de débats très ouvert que peu de structures procurent aujourd'hui pour suggérer à chacun, selon sa spécialité et ses domaines d'intérêt, des idées de nature à anticiper le gros temps dans sa zone. Les vents étudiés ont été de multiples natures : stratégique, politique, diplomatique, culturelle, économique, financière, sociétale, technologique, démographique, sociologique, ou militaire. L'horizon de leur parcours était parfois national, le plus souvent européen ou centré sur une zone de crise particulièrement aigüe. Les intervenants avaient en commun, au delà de leur très haut niveau, l'inappréciable et trop rare liberté de parole conférée par l'indépendance absolue de notre club de réflexion à l'égard de tout pouvoir politique, philosophique ou économique, par son caractère strictement apolitique, et par sa philosophie qui consiste à donner à chacun de ses membres autant d'éléments que possible pour nourrir sa réflexion sur les sujets traités, en les abordant sous un maximum d'aspects, mais sans jamais imposer une position ou pire encore, une vérité.

C'est dans cet esprit qu'ont été par exemple très récemment traités les problèmes éminemment sensibles du conflit israélo-palestinien ou du projet de Constitution européenne dont il nous reste à évaluer objectivement les conséquences du rejet. Voilà une nouvelle tempête qui va aggraver le gros temps qui vient de se lever sur ce qui pouvait sembler une zone de calme potentiellement durable.

Dans un paysage mondial désormais terriblement complexe du fait des imbrications inextricables des intérêts des uns et des autres sur notre planète, un bouleversement tout à fait majeur se confirme dont il reste à prendre toute la mesure : le continuum récent, mais désormais aussi absolu qu'irréversible entre les notions traditionnelles de Sécurité et de Défense. Nul doute que cette caractéristique se retrouvera dans les thèmes que nous allons aborder lors de notre session 2005/2006, dans un paysage national et international qui sera, à l'évidence, profondément marqué par ce terrible coup de vent qui contraint le navire Europe à mettre à la cape pour affronter le gros temps.

Non Géostratégies 2000 n'a pas à craindre, à vue humaine, de devoir mettre son grément en panne faute de vent !

BdLP

***" MONDIALISATION : DIABOLISATION ET MYTHES ?
REALITE DES CHANCES ET DES RISQUES ? POUR QUI ? "
Avec MICHEL CAMDESSUS***

Le jeudi 10 mars, Géostratégies 2000 a reçu au Sénat Michel Camdessus, invité à débattre de la mondialisation en présence notamment d'Alain Richard, ancien Ministre de la Défense et de Xavier de Villepin, ancien Président de la Commission de la Défense, des Affaires Etrangères et des Forces armées du Sénat. Un sujet qui véhicule un grand nombre d'idées reçues, focalise les peurs, mais qui doit aussi être appréhendé comme une " opportunité à saisir, à maîtriser et à dominer ". Michel Camdessus, qui a été, entre autres, Directeur du Trésor, Gouverneur de la Banque de France et Directeur Général du Fonds Monétaire International, a pesé les promesses et les risques que charrie cette mondialisation, avant de s'interroger sur la stratégie de la France face à ce défi capital pour notre futur. Il s'est également engagé en faveur d'une nouvelle gouvernance mondiale, une réponse indispensable à la complexité croissante du système international.

Il est bon de faire le point et d'exorciser quelques mythes, même si l'on peut être enclin à penser, comme La Bruyère, que " tout est dit et que l'on vient trop tard ", lance d'emblée Michel Camdessus. La mondialisation a été diabolisée, utilisée pour justifier des attitudes critiquables. Toutefois, contrairement aux altermondialistes, je ne parviens pas à me convaincre que ce phénomène puisse être

intrinsèquement pervers. Depuis trente ans, les échanges de biens et services, les investissements entre pays et continents ont triplé et progressé plus vite que la production. L'économie mondiale a connu un essor formidable grâce au jeu combiné de trois facteurs : **l'ouverture et l'élargissement des marchés ; l'unification mondiale des marchés de l'argent (créant ainsi un réservoir d'épargne d'une ampleur inouïe), le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication.** Nous sommes également au cœur d'avancées spectaculaires dans le domaine scientifique, et assistons à l'émergence mondiale d'une société civile, une force positive pour la conquête de nouveaux droits pour les hommes et les femmes. Cette " face souriante " de la mondialisation me rend optimiste, il n'y a jamais eu autant de potentialités économiques, intellectuelles et culturelles pour sortir les pays pauvres de leur sous-développement. En Chine et en Inde, des centaines de millions d'hommes sont arrachés à la misère, une classe moyenne émerge, c'est un incontestable progrès humain, affirme Michel Camdessus. Evidemment, tout n'est pas idyllique. Les fléaux qui frappent l'humanité sont désormais à géométrie mondiale. On peut craindre une dissémination de la pauvreté. Nous souffrons d'une instabilité financière permanente. En juillet 1997, après trois ans d'une politique économique erronée, la Thaïlande s'est effondrée. Puis, Hong Kong, l'Indonésie, la Corée, la Russie, le Brésil et l'Argentine lui ont emboîté le pas. En septembre 1998, ce fut au tour d'un fonds spéculatif à New York. Heureusement, grâce un renforcement du système, cette faillite est restée isolée. Le déséquilibre entre les maux qui nous touchent, comme les crises climatiques, la pollution, les épidémies, les risques sur la biodiversité, les piratages, et la faiblesse des instruments nationaux de réponse sont très préoccupants, reconnaît Michel Camdessus. Dans la plupart des cas, la coopération internationale manque de vigueur, les réactions demeurent insuffisantes et inefficaces. Les menaces qui pèsent sur la diversité culturelle existent, certes, mais elles sont inégalement ressenties à travers le monde. L'Amérique latine, par exemple, ne redoute pas l'uniformisation, l'"écrasement d'un bulldozer de culture américaine ". Elle y voit une chance, car toute culture porte en elle un message universel, qui pourra être mieux partagé. Certaines régions du monde, notamment l'Afrique, paient un plus lourd tribut. Une " Commission pour l'Afrique ", formée sous les auspices de Tony Blair, en prévision du sommet du G8 qui se tiendra en Ecosse en juillet prochain, et à laquelle je participe, va rendre son rapport. Elle étudie des pistes, des approches pour que l'Afrique cesse d'être marginalisée, que la mondialisation devienne une chance. Malheureusement, cette initiative est un peu tardive. Dans le contexte qui nous entoure, il n'y a plus d'" affaires étrangères ". L'immense détresse africaine constitue un terreau facile pour la violence et le terrorisme. **Mais le pire reste à venir. Dans vingt ans, la planète comptera 20 milliards d'hommes en plus et 80% d'entre eux seront nés dans des pays pauvres. Ce diktat démographique doit retentir à nos oreilles !**

La France ressent la mondialisation comme un choc, elle est prête à partir en cortège pour la dénoncer. Pourtant, elle est l'un des pays qui en bénéficie le plus, par le biais notamment, d'innovations technologiques sans précédent. Mais, paradoxalement, nous peinons plus que d'autres pour nous y adapter. Nous constatons la désindustrialisation et les délocalisations qui s'enchaînent, nous nous lamentons, car nous nous imaginons avoir perdu les leviers de notre destin, de notre modèle démocratique, les moyens de nos ambitions. **Or, nous avons la capacité et les moyens de sortir de cette phase de transition. Certes, le vieillissement de la population est un énorme fardeau sur nos structures économiques et sociales, dont nous n'avons pas encore pris toute la mesure.** Mais, nous jouissons aussi de solides atouts, souligne Michel Camdessus, auteur d'un récent rapport intitulé "Le sursaut vers une nouvelle croissance de la France ". Nos concurrents, de plus en plus nombreux et sérieux, sont aussi des consommateurs en puissance. Toutefois, tout est à double tranchant. Avec l'arrivée d'une classe moyenne et supérieure, comme en Inde, l'accès à l'éducation et à la qualification avoisine les nôtres. Leurs ingénieurs, de très haut niveau, vont se livrer à une compétition sans merci. Nous devons absolument renforcer notre système de production de chercheurs, d'élites scientifiques, pour résister, préserver nos spécialisations. La mondialisation crée de nouvelles inégalités, mais nous ne sommes pas totalement impuissants, il est possible d'y remédier. Nous devons cheminer vers une nouvelle structure économique. La part de l'industrie décline par rapport aux services. Mais, nous ne sommes pas condamnés pour autant à assister à la disparition de toute activité primaire et secondaire. La zone euro nous protège, en quelque sorte. Elle est beaucoup moins ouverte que l'économie française, ses importations ne dépassent pas 12% du PIB, cela réduit la contrainte extérieure.

L'industrie est nécessaire pour l'emploi, il faut gagner la bataille de la qualification. **Il est impératif de remettre en cause les liens université-recherche-industrie pour garder nos avantages comparatifs.** Si l'on veut créer et retenir les compétences et les talents sur notre territoire, il faut fournir de gros efforts en matière de recherche. Il faut aussi explorer de nouvelles voies, favoriser les services à la personne et à l'accueil, qui ne sont pas touchés par la mondialisation. Si ceux-ci étaient autant développés qu'aux USA, nous ne souffririons plus du chômage, note Michel Camdessus. Il est urgent de réagir au plan international, d'adapter le vieux système issu de 1945 en naviguant parmi les obstacles qui s'opposent au changement. **Même si beaucoup d'Etats sont encore réticents, il faut ouvrir le dossier de la gouvernance mondiale, élaborer des instruments d'analyse, des définitions stratégiques, mettre en œuvre de nouvelles politiques, en assurer le suivi. Une réforme des Nations Unies s'impose.** Il faut élargir son Conseil de Sécurité, mettre sur pied des commissions chargées de la résolution des conflits, de la lutte contre le terrorisme. Les autres institutions socio-économiques doivent suivre le mouvement. La communauté internationale doit tenir parole et rendre des comptes. Elle s'est engagée à réduire la misère extrême de moitié, d'ici à 2015. Réussira-t-elle à atteindre la réalisation des objectifs du millénaire, pris en 2000 ? Si la trajectoire reste la même, ces promesses seront impossibles à réaliser en Afrique avant...2147, s'insurge Michel Camdessus. Cependant, si les Etats africains sont prêts à accélérer leurs réformes internes, notamment contre la corruption, et si en contrepartie les pays riches acceptent d'alléger la dette et de pratiquer une véritable ouverture commerciale, alors, les espoirs sont à nouveau permis. C'est en tout cas ce que préconise la Commission Blair, conclut Michel Camdessus, en exhortant les pays riches à tenir parole et à développer un partenariat avec le continent noir. Le chemin le plus sûr pour avancer ensemble...

Après cet exposé brillant, qui nous a permis d'apprécier les compétences, l'expérience et la profonde humanité de Michel Camdessus, un débat, animé par Serge Rechter, a permis de fructueux échanges.

Alain Richard (Conseiller d'Etat, ancien Ministre de la Défense) : *Est-il possible de fragmenter cette vision globale ? Comment suggérer aux Etats-Unis, qui détiennent avec l'Europe 55% de la richesse mondiale, de jouer le rôle qui leur revient dans la mondialisation ? On assiste à des confrontations d'idées, même au sein de l'administration, ce qui est positif. Deux modèles de décision dominent la scène internationale. Il y a la pratique du Conseil de Sécurité, où le droit de veto ordinaire coexiste avec celui des USA Et celle de Kyoto, où il est possible de prendre des décisions sans l'aval des Américains. C'est un système de pondération de la représentation des Etats. L'Europe sera-t-elle assez créative et dynamique pour faire des propositions en faveur d'une meilleure organisation mondiale ? Elle a déjà obtenu une victoire avec l'OMC. Mais, cette organisation ne risque-t-elle pas de se heurter à un blocage, en raison de son fonctionnement fondé sur l'unanimité, et de l'inquiétude croissante des USA ?*

Le système mondial repose sur un processus de décision mythique et irréaliste, illustré par " un pays, un vote " à l'ONU. Les institutions issues des Accords de Bretton Woods, comme le FMI, obéissent à des règles censitaires, qui sont très rarement appliquées. Depuis longtemps, les décisions, parmi lesquelles les règles " honnies " de la conditionnalité, sont prises par consensus, après un long cheminement des différents partenaires. Pour ma part, je suis confiant dans le fonctionnement de l'OMC, le consensus va l'emporter. Le choix du directeur général sera capital. **Est-il possible d'entraîner les USA dans la gouvernance mondiale ? Jusqu'à présent, ils ne veulent pas partager leur pouvoir. Ils sont convaincus que leur politique assure le bien du monde. Toutefois, nous devons les considérer comme un peuple adulte, intelligent et pragmatique. Leur approche unilatérale a donné des résultats douteux, voire piteux.** Ils ont de bonnes raisons de chercher d'autres solutions, de trouver un consensus avec leurs partenaires, notamment l'Europe. Malheureusement, **celle-ci est encore un nain politique.** Si elle parlait d'une seule voix, elle aurait un

pouvoir de vote plus important que celui des USA, au sein des institutions issues de Bretton Woods. Les USA exercent un impérialisme par défaut. L'Europe doit à tout prix exister.

Jean-Pierre Delalande (ancien Parlementaire) : *La chute du Mur de Berlin symbolise le triomphe de l'économie de marché. Les Etats-Unis se sont retrouvés sans concurrents sérieux. Ils ont imposé leurs propres règles au reste du monde, comme par exemple leurs normes comptables, celles relatives à la propriété intellectuelle. Ils n'acceptent pas de contre-pouvoir, ce qui est en contradiction avec leurs pratiques internes. Il est urgent de constituer une Europe politique cohérente. C'est un impératif pour rendre la mondialisation plus humaine et solidaire.*

Les Etats-Unis ont du mal à comprendre notre cheminement. Leur attitude envers l'Europe a d'abord été généreuse, avec le Plan Marshall pour contrer le communisme. Puis, ils ont fait preuve de condescendance, d'inquiétude et le plus souvent d'indifférence. Ils n'ont jamais cru en l'euro et ont été vraiment surpris lorsque le projet a abouti. Il est vrai qu'ils ont tendance à projeter à l'extérieur leur modèle, avec des réussites, mais aussi des revers. Concernant les normes comptables, un consensus s'est établi en faveur des leurs. Or, de gros scandales comme celui d'Enron, ont prouvé que le système était loin d'être parfait. Il faut plus de concertation, moins de précipitation. **L'Europe peut et doit intégrer de nouveaux éléments dans la gouvernance mondiale. Mais, pour y parvenir, elle doit parler d'une seule voix ...**

Xavier de Villepin (ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat) : *Comment expliquez-vous que dans la zone européenne, les pays non membres de l'euro, aient une meilleure croissance ? Y a-t-il un lien avec le Pacte de stabilité ?*

La situation de l'emploi est très préoccupante dans certains pays de l'Union Européenne. L'Allemagne, en dépit des réformes en cours, compte 5 200 000 chômeurs. La France, quant à elle, dépasse le seuil des 10%. La Grande-Bretagne et les Pays Nordiques réalisent de meilleurs scores. L'écart de croissance qui nous sépare de la Grande-Bretagne depuis vingt ans s'explique par la différence des heures travaillées dans les deux pays. Nous souffrons d'un déficit de travail, notre marché est très réduit. Les jeunes y entrent tardivement et les seniors en sont écartés trop tôt. **Lorsqu'un Français part en retraite, il totalise 36% de moins d'heures travaillées qu'un Américain !** Les pays nordiques, notamment la Suède et la Finlande, se sont retrouvés en 1990 au bord de la faillite financière. Ils ont pris des mesures drastiques, dans des conditions plus dramatiques que les nôtres actuellement. Grâce à une excellente qualité du dialogue social, ils ont réussi à réduire dix points de dépense publique dans le PIB. Leur système de protection sociale ne s'est pas dégradé et ils caracolent dans le peloton de tête en matière de connaissances et d'innovations technologiques. Nous devrions nous en inspirer. Le potentiel de croissance de l'Allemagne avoisine les 1,5%, ce qui est très inquiétant. Or, si nous ne changeons pas notre trajectoire, nous les rejoindrons en 2015. Lorsqu'un pays joue un rôle européen et professe des ambitions sociales, il y a un réel risque d'implosion. Gerhard Schröder a compris le danger, il a lancé des réformes plus rigoureuses que les nôtres. Alors que nous nous félicitons d'avoir peut-être diminué le déficit prévu de la Sécurité Sociale, les Allemands la rendent excédentaire. Ils réduisent aussi nettement les indemnités des chômeurs. Il faut changer la place du travail dans notre société, alléger le poids de l'Etat dans l'économie. Actuellement, la dépense publique représente 54,7% du PIB. Si nous ramenons ce taux autour de 49% (une moyenne médiocre), nous gagnerions cinq points de croissance. Lorsque des réformes sont lancées, les premiers temps sont très difficiles, puis les effets positifs se développent et l'on obtient des résultats. Gerhard Schröder peut en récolter les fruits avant les élections, prévues en principe dans dix huit mois.

Gérard Corré (Membre du Conseil Général des Technologies de l'Information) : *Le trio " enseignement, recherche, industrie " me semble inséparable. Comment le voyez-vous évoluer ?*

Nous sommes confrontés à un défi technologique phénoménal. Dans ce domaine, il faut faire confiance aux industriels. Ils prennent les risques, le choix de définir les créneaux spécialisés de

l'avenir, en concertation avec les chercheurs et les universitaires, leur revient. Il ne reste plus beaucoup de niches, et elles sont vite remises en cause. Nous devons intégrer cette extrême rapidité de l'évolution technologique.

Jean-François Lionnet (Ambassadeur, Chargé de mission au Ministère des Affaires Etrangères) : Quels conseils donneriez-vous au Président Jacques Chirac pour que la France ne devienne pas la Guinée Equatoriale, d'ici à 2015 ?

Je n'ai pas le monopole des conseils auprès du Président. J'insiste beaucoup sur la nécessité de faire l'Europe. Je crois en sa capacité d'agir. Elle doit affirmer sa présence, servir de modèle d'inspiration. Elle est certes en déclin démographique, mais ce phénomène est encore plus important dans des pays comme le Japon. Il faut relativiser. Je crois également que les gouvernements doivent tenir leur parole. Ils doivent se comporter en partenaires loyaux auprès des pays qui ont accepté de faire un bout de chemin avec eux.

Laurence Dors (Secrétaire Général d' EADS – Vice-Présidente de Géostratégies 2000) : Le phénomène monétaire constitue un paramètre important de la mondialisation. Le faible niveau du dollar suscite de vives inquiétudes chez les industriels. A-t-il des chances de changer ?

Il y a une tendance à la dépréciation du dollar, causée par l'énorme déficit budgétaire américain. Au vu de la situation, on serait même en mesure de se demander pourquoi il ne dégringole pas plus vite. Ce qui le sauve, c'est la bienveillance politique, et sûrement judicieuse pour eux, des banquiers centraux d'Asie. Ils compensent le déficit de la balance des paiements par l'achat massif de titres américains. Cette situation entièrement artificielle ne pourra perdurer éternellement. **Une catastrophe monétaire mondiale n'est pas à exclure, nous devons préparer nos économies pour amortir le choc, lorsque ce fragile équilibre s'effondrera. Il faudrait que les Américains redeviennent sérieux et que les Européens relancent leurs économies. Mais, ce n'est pas encore à l'ordre du jour ... w**

Marie-Clotilde Hingray

(propos non revus par les intervernants)

Une leçon de réalisme économique et politique de longue portée par un humaniste de grande vision ...

" L'EUROPE SOCIALE, CONDITION INDISPENSABLE A LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE POLITIQUE ? "

Avec JEAN-CLAUDE MAILLY

Secrétaire général de Force Ouvrière

Géostratégies 2000 a poursuivi son cycle de réflexion sur l'Europe, en abordant cette fois la problématique européenne avec un acteur social de premier plan, Jean-Claude Mailly, Secrétaire Général de Force Ouvrière. C'est en effet le 14 avril dernier qu'en présence notamment de Xavier de Villepin, ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat et Philippe Herzog, Président de Confrontations Europe, ancien Député européen, le Secrétaire Général de Force Ouvrière était invité à analyser, définir et clarifier le thème de l' "Europe sociale ". Est-elle réellement indispensable à l'édification d'une Europe politique ? (et réciproquement...). Partisan de la construction européenne, Jean-Claude Mailly regrette de voir trop souvent les questions sociales reléguées au second plan, derrière les enjeux économiques. Une stratégie dangereuse selon lui, surtout au regard des échéances qui nous attendent ...

Que recouvre réellement l'expression " Europe sociale ? ", s'interroge d'emblée Jean-Claude Mailly. Cette formule, utilisée par les mouvements syndicaux au niveau européen, reflète une volonté de donner à la construction européenne un fort contenu social. C'est une manière de reconnaître et de garantir des structures et des normes qui accordent au droit et aux valeurs collectives une réalité, par opposition au modèle anglo-saxon. Force Ouvrière s'est toujours engagée en faveur de l'Europe, elle a adhéré dès le début à la Confédération Syndicale Européenne, au Comité pour les Etats-Unis Européens. Elle s'est félicitée de l'implosion du système soviétique, mais déplore ses effets collatéraux. Désormais, remarque Jean-Claude Mailly, **le balancier de la construction européenne a tendance à pencher vers une conception plus libérale**. Le Pacte de stabilité pour la croissance, envers lequel nous sommes très critiques, entraîne depuis le début des années 90, une remise en cause des droits sociaux, et notamment des retraites.

§ Menaces sur le volet social

Une vie contractuelle existe au niveau social européen. Des négociations ont lieu entre la Confédération Européenne des Syndicats, le Centre Européen des Entreprises Publiques et le Syndicat du Patronat. Un accord sur le stress au travail vient même d'être signé. Il y a aussi des accords au sein de la Fédération Européenne de l'Industrie, dans les comités de groupes européens des grandes entreprises. Mais, ce mouvement est encore timide, il y a un déséquilibre entre l'aspect social et les exigences économiques qui trop souvent prédominent, souligne Jean-Claude Mailly, qui cite en exemple le projet de révision de la directive de 1993 sur la réduction du temps de travail. Celle-ci fixait à 48 heures sur quatre mois la durée maximale hebdomadaire du travail en Europe. Désormais, elle devrait s'élever à 48 heures sur douze mois, ce qui peut conduire ponctuellement à une semaine de 65 heures de travail par semaine... En 1993, seuls les Britanniques avaient opté pour un système de dérogation individuelle. Or, c'est ce cadre de dérégulation de la durée du travail qui risque maintenant de s'imposer. Nous le contestons, nous refusons la déréglementation du temps de travail qui a tendance à se développer actuellement en Europe. La Confédération Européenne Syndicale a un regard très aigu sur cette question, tout comme sur le projet de libéralisation des services, la directive Bolkenstein. **Dans le contexte actuel, une véritable " Europe Sociale " est un leurre. Pour y parvenir, il faudrait bâtir une organisation de type fédéral, des " Etats-Unis d'Europe " en quelque sorte**. Le droit de grève européen, qui est légalement impossible, aurait alors droit de cité, avance Jean-Claude Mailly, qui met en garde contre la politique menée par l'Union Européenne. Les salariés souffrent de voir l'aspect social assimilé à un outil flexible, alors que les critères économiques

s'imposent comme non négociables. Leurs craintes s'exprimeront lors du référendum. Pour sa part, FO, fidèle à sa tradition, ne donnera pas de consigne de vote, conclut-il.

Le propos liminaire de Jean-Claude Mailly s'est prolongé par un débat animé par Serge Rechter, qui a donné lieu à des échanges approfondis et sans exclusive.

Philippe Herzog (Président de Confrontations Europe – ancien Député Européen) : *Il est vrai que l'Union Européenne néglige le volet social. C'est un grave problème. Mais, l'Europe est un processus. Le référendum n'est qu'une étape. La nouvelle Constitution fournit des leviers démocratiques importants. Elle prévoit un rôle accru pour les Parlements nationaux, une simplification du système institutionnel. Les acteurs sociaux doivent se servir de ces outils pour faire avancer les négociations. Est-ce un pas possible vers des Etats-Unis d'Europe, une diminution de la compétition fiscale et réglementaire ? Je ne le pense pas, et de toute façon, cette évolution pourrait handicaper les capacités d'action des salariés.*

Le débat autour de la construction européenne souffre d'un réel déficit démocratique. Les seules véritables réflexions ont eu lieu en 1992 pour la ratification du Traité de Maastricht. Depuis, plus rien, jusqu'à ce référendum sur la Constitution. Les pouvoirs publics ont passé sous silence le dernier élargissement. Il leur est certes délicat d'expliquer qu'ils disposent de moins de pouvoirs qu'il y a dix ou vingt ans. Il est normal que lors des campagnes électorales, les frustrations ressortent. **Le décalage croissant entre l'aspect social et économique de la construction européenne suscite également les inquiétudes.** La libre-concurrence a été instaurée dans le Traité de Rome en 1957 dans le cadre de la guerre froide. Depuis l'effondrement du système soviétique, la donne a changé. Au niveau national, il y a aussi des évolutions. Depuis 2004, les négociations dans les entreprises ont plus de poids que les négociations dans les branches. Et l'Allemagne semble nous emboîter le pas. Cette remise en cause me semble très alarmante. La Constitution, que nous sommes appelés à approuver, est un texte complexe, très volumineux. Il faut à tout prix éviter les caricatures, insinuer que seules les personnes " averties " voteront " oui ". Si ce référendum engage autant notre avenir, il aurait peut-être été plus sage de ne pas y avoir recours. **Lors d'une campagne, tout individu a tendance à prendre en compte sa situation personnelle, il est difficile de rester serein.** FO ne donne pas de consigne de vote. Elle n'a dérogé qu'une seule fois à cette règle, en 1969, en appelant à voter " non ". FO ne confond pas le citoyen et le travailleur et refuse de se poser en directeur de conscience. Elle apporte simplement des éléments de réflexion.

Jean-Pierre Duport (Président de Réseau Ferré de France – Membre du Conseil Economique et Social) : *Pouvez-vous m'éclairer sur la façon dont les organisations syndicales débattent ? FO, mais aussi la Confédération Européenne des Syndicats ?*

Nous ne pratiquons pas le référendum à FO. Pour nous, la démocratie de représentation constitue le seul système efficace. En septembre dernier, nous avons renouvelé nos critiques à l'égard du Pacte de stabilité de croissance. Nous avons publié des fiches économiques, institutionnelles sur le projet de Constitution, mais n'avons donné, je le répète, aucune consigne de vote, c'est notre conception de l'indépendance. Au niveau européen, de nombreux débats ont lieu. Il est faux de dire que tous les syndicats européens soutiennent la Constitution. La Confédération Européenne des Syndicats, à laquelle appartiennent FO, la CGT, la CFDT, la CFTC et l'UNSA, a ouvert la discussion en juin 2004. Mais, c'est un comité restreint qui en juillet, a adopté un texte appelant à voter " oui ". FO a contesté cette procédure, selon nous, cette décision ne pouvait être prise qu'en séance plénière. Il est vrai qu'une majorité d'organisations a soutenu le texte, seules 2 ont voté contre et 12 se sont abstenues. FO aurait souhaité que la CES ne prenne pas position. Certains adhérents avaient proposé que la Confédération prépare une pétition pour le " oui " au Traité constitutionnel. Mais, le Comité exécutif, dans sa majorité, a refusé cette demande.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Peut-on à la fois, comme je l'ai compris mais peut-être ai-je mal compris, déplorer, comme vous le faites à juste titre, le déficit démocratique de l'Europe et laisser entendre qu'il n'aurait peut-être pas fallu organiser de référendum en France même ?*

Les pays qui n'organisent pas de référendum, ne souhaitent ni discussions, ni pétition. Cela étant, un référendum n'est concevable que si chacun est de plain pied avec la question posée. L'Allemagne, en raison du poids de son histoire, ignore la procédure du référendum et ne peut s'offrir le luxe d'un débat européen. Elle se limite aux aspects fiscaux et techniques

Xavier de VILLEPIN (ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat) : *Il est justifié de reprocher à la France son silence sur les questions européennes. C'est une grave erreur de les évoquer uniquement à l'occasion du référendum. Toutefois, les Français sont un peuple mûr, qui mérite d'être consulté. Ce rendez-vous électoral était indispensable. Par ailleurs, le contexte est différent de celui de 1992. La mondialisation s'accélère avec l'arrivée de nouvelles grandes puissances comme la Chine et l'Inde. L'emploi est un grave problème qui dépasse nos frontières. On s'interroge aujourd'hui sur la survie de General Motors, Rover est sur le point de faire faillite, Fiat est également en mauvaise posture. Le drame de l'emploi préoccupe les Français à juste raison. Dernièrement, le Sénat a embauché cinq secrétaires. 800 candidats se sont présentés, plus de la moitié avaient un Bac+4. Devant une telle situation, la société est traumatisée, la classe politique désarmée. Y a-t-il en Europe un modèle que nous pourrions proposer à nos concitoyens, qui respecterait une partie de notre protection sociale ? Le modèle scandinave, qui allie soutien de l'économie et protection sociale, ne semble-t-il pas une solution acceptable ? Il faut barrer la route au " non ", nous serions humiliés, nous nous enfoncerions dans un trou noir.*

FO aussi est confrontée aux frustrations engendrées par le chômage. Dernièrement, pour 10 postes dans une Caisse Primaire d'Assurance Maladie, 1500 personnes ont postulé, avec un haut niveau d'étude. Il y a inadéquation entre offre et demande. La construction européenne n'échappe pas à la mondialisation. FO se bat depuis plus de quinze ans pour que les accords internationaux signés à l'OMC, au FMI, à la Banque Mondiale, reconnaissent les normes fondamentales internationales du travail (respect du droit d'association, interdiction du travail forcé, du travail des enfants...). Nous voulons leur associer ces critères de " conditionnalité ". Or jusqu'à présent, nous n'y parvenons pas. Il existe un modèle social européen, fondé sur des systèmes collectifs en matière de protection sociale (assurance-maladie, chômage) ; avec une régulation nationale garante des droits. On peut toujours s'inspirer d'exemples intéressants. Actuellement, c'est la Grande-Bretagne qui crée le plus d'emplois dans les services publics ! Dans les pays nordiques, les négociations sont plus centralisées, il existe des liens traditionnels entre les syndicats et les partis socio-démocrates, la protection sociale est financée par les impôts. Il n'y a pas de solution clé en main. Il faut tout mettre en œuvre pour préserver notre protection sociale collective. Or, malgré un assouplissement du Pacte de stabilité pour la croissance, la France s'est engagée à accomplir des réformes structurelles, notamment au niveau des retraites. Un troisième pilier est apparu, qui s'appuie sur la capitalisation. C'est une dérive dangereuse, qui remet en cause notre système par répartition.

Jean-Louis Pierrel (Consultant – IBM France) : *Le modèle social européen ne serait-il qu'une simple projection du modèle français ? Or, celui-ci se heurte à des limites, avec notamment un écart grandissant entre les secteurs public protégé et concurrentiel.*

Les Français sont très attachés aux valeurs républicaines et à leur service public. Nous avons demandé au gouvernement de saisir le Commissariat au Plan sur une question qui nous semble capitale : **Quel service public dans la République ?** C'est une spécificité française, les autres pays européens n'abordent pas ce sujet sous le même angle. L'Allemagne est surtout obsédée par les risques d'inflation, qui lui rappellent les heures les plus noires de son histoire. Le service public est protégé. La neutralité du fonctionnaire s'accompagne de la garantie de l'emploi. Il y a une dissociation avec le privé, cela provoque des points d'accroche. Ailleurs, en Europe, il y a d'autres désaccords. Il y a

actuellement débat en Allemagne sur l'instauration du Smic. Les syndicats y sont opposés, car cela leur enlèverait une partie de leurs prérogatives.

Jean-Pierre Delalande (ancien Membre du Parlement) : *La France est le seul pays à avoir une dichotomie entre économie de marché et service public. Selon moi, une assimilation entre les valeurs républicaines et le service public ne peut être que néfaste. Cela renforce l'idée que le service public peut éloigner les menaces de la mondialisation. Or, au contraire, il en accentue le risque. Il faut absolument réconcilier salariés du privé et du public. Lors de la préparation de la loi sur les retraites en mai 2004, François Fillon a recherché un début d'union syndicale. Ne pourrait-on pas aller dans ce sens ? Cela ne contribuerait-il pas à mieux servir les intérêts du monde salarié ? Cela ne vous aiderait-il pas à peser davantage au niveau européen ? Si le " non " l'emporte le 29 mai prochain, les avancées seront annulées. Ce sera un retour au Traité de Nice. La France pâtira d'une perte de crédibilité, ce serait un contresens dans son souci d'influence en Europe.*

Serge Rechter : *Je vais prolonger la question de Jean-Pierre Delalande. Soit ! Rejeter le projet de Constitution nous ferait donc revenir à Nice. Ce serait l'élargissement sans approfondissement. Selon vous les tenants du " non " n'ont-ils pas le vague sentiment de voter " oui " à une Europe libérale pure et dure ? Ma question s'adresse tout autant, peut-être plus, au Citoyen Mailly qu'au Secrétaire Général de FO*

Il ne faut pas confondre valeurs républicaines et service public, même si ce dernier est censé assurer un minimum d'égalité des droits entre citoyens et usagers. De nombreuses contradictions existent. En Chine, l'économie de marché se développe, mais sans démocratie, sans syndicats libres. Paradoxalement, c'est aux Etats-Unis que les fonds publics aident le plus l'industrie. Concernant la loi Fillon sur les retraites, FO se montre très critique. La hiérarchie des normes n'a pas été respectée. Au cours des négociations, priorité a été donnée à l'entreprise et non à la branche, ce qui remet en cause un minimum d'égalité de droits. Auparavant, c'était l'accord de branche qui s'imposait dans toutes les entreprises du secteur concerné (de la plus grosse aux PME). Or, la loi Fillon a tout déstructuré. Pour se justifier, le Ministre a simplement parlé de dérogation. **En fait, les pouvoirs publics refusent d'être les architectes du social, et nous demandent d'en être les pompiers. Pourtant, démocratie sociale n'est pas synonyme de démocratie politique.** Au cours des négociations, des rapports de force s'installent, personne n'est en situation de décider seul. Pour ce qui est d'une plus grande union syndicale, c'est un souhait perdu d'avance. Le paysage évoluera seulement avec l'accord des militants. Au niveau des confédérations, les rapports aujourd'hui sont banalisés. En 2003, notre attitude face au projet sur les retraites a été catastrophique. Nous avons entériné un texte commun, qui comportait des ambiguïtés phénoménales. Car, dans le fond, nous étions en profond désaccord. Il ne faut pas créer d'illusions.

Gilles Sohm (Directeur Général de l'Institut de Coopération Sociale Internationale) : *La construction européenne ne souffre-t-elle pas d'un déficit d'identité ? Ne manque-t-elle pas de volonté normative en matière sociale ?*

Serge Rechter : *En France, les gouvernements se déchargent depuis des dizaines d'années sur Bruxelles pour accomplir ce qu'ils n'osent pas présenter à leurs électeurs. Voilà un bel exemple de déficit démocratique qui se conjugue au déficit d'identité pointé par Gilles Sohm.*

Le monde syndical porte aussi sa part de responsabilité. A FO, nous avons toujours plaidé pour l'unanimité sur les questions sociales, par crainte de casser les systèmes. La nature de la protection apportée est plus importante que la méthode. Le Sommet de Barcelone de 2002 fut un revers pour nous. Il a entériné le prolongement de la durée d'activité des salariés et entraîné la remise en cause du système des retraites en France et en Allemagne. En cette fin de printemps 2005, les calendriers s'entrechoquent. Le 16 mai, le lundi de Pentecôte ne sera plus férié, c'est une décision qui heurte les

salariés, même s'ils comprennent sa finalité. Une dizaine de jours plus tard, le référendum risque d'en faire les frais...

Philippe Herzog : Il y a un lien évident entre notre déficit démocratique et les frustrations qui s'expriment de part et d'autre. Nous avons besoin d'une démocratie de participation. Vos propositions qui visent à toujours protéger ne me convainquent pas. Il ne faut pas se contenter de rassurer, il faut au contraire redonner confiance dans le rôle de la France, dans l'action du citoyen. Le Pacte de stabilité pour la croissance, que vous accusez de mille maux, n'a qu'une portée toute symbolique. Depuis dix ans, il a été quasiment vidé de son contenu. S'il avait vraiment été le " Grand Mal " que vous dénoncez, il n'y aurait plus d'obstacles. Or, ce n'est pas le cas... Le service public à la française n'est qu'une culture parmi d'autres. Les Anglais, les Espagnols, les Allemands sont eux aussi attachés à leurs services d'intérêt général. Il faut essayer de s'ouvrir aux autres et ainsi améliorer les législations. Le projet de Constitution comporte des avancées démocratiques, des simplifications institutionnelles. C'est la France, avec le mouvement civique européen, qui en a été son plus fervent supporter. Elle ne peut se désavouer.

Il est nécessaire de protéger. La liberté individuelle n'existe pas sans un minimum de protection. Les gouvernements en France donnent le sentiment que leur avenir est étroitement lié à la prochaine échéance électorale, leur horizon est à très court terme, sans véritable projet. Les nouveaux adhérents qui ont entre 25 et 30 ans et rejoignent FO, ne font plus confiance au monde politique. Ils exigent des résultats concrets et sont prêts à partir en grève tout de suite. Ce qui traduit un profond malaise.

Marie-Clodilde Hingray

(propos non revus par les intervenants)

Un débat où chacun est resté dans son rôle de façon pragmatique, sans anathèmes, avec parfois des questions en suspens ... Mais les choses se sont dites telles que chacun se devait de les dire ...

**" QUELLE VOIX ET QUEL RÔLE POUR L'EUROPE DANS LE
MONDE ? "**
AVEC BRONISLAW GEREMEK
**Député Européen, ancien Ministre des Affaires Etrangères de
Pologne**

Le jeudi 25 mai, Géostratégies 2000 a reçu au Cercle National des Armées, Bronislaw Geremek, Député Européen, ancien Ministre des Affaires étrangères de Pologne, en présence notamment de Pervenche Berès, Présidente de la Commission Economique et Monétaire du Parlement européen, de Jan Tombinski, Ambassadeur de Pologne en France, de Pascal Boniface, Directeur

de l'Iris et de Jean-Dominique Giuliani, Président de la Fondation Robert Schuman .De nombreux élus étaient également présents dont Xavier de Roux ,Député et Didier Boulaud, Sénateur. Universitaire de renom, homme politique reconnu et respecté, il a plaidé pour une meilleure Europe, capable, par des institutions communes rénovées, de faire entendre sa voix dans le monde et d'y jouer son rôle. Soucieux d'effacer les incompréhensions entre la " vieille " et la " jeune " Europe, convaincu de la nécessité d'une réelle dimension politique européenne, il a captivé son auditoire par la qualité et la finesse de ses réflexions.

Avant l'exposé de Bronislaw Geremek, Serge Rechter a manifesté notre solidarité et lancé un nouvel appel pour la libération de Florence Aubenas et Hussein Hanoun en présence de Catherine Erhel, journaliste au Nouvel Observateur et animatrice de leur Comité de soutien. La pétition lancée auprès des nombreux participants au débat a recueilli un grand nombre de signatures. Libération s'en est fait l'écho par deux papiers successifs de l'initiative de notre Club.

Par sa puissance intellectuelle et ses actions, Bronislaw Geremek est l'un des trop rares hommes politiques qui s'attache à plaider pour une " société monde ", comme le dirait Edgar Morin, au sein d'une planète-terre déboussolée, lance Serge Rechter, avant de laisser la parole à son invité, qui amorce la discussion par une analyse des grands défis auxquels l'Europe se trouve confrontée. Pour lui, 1989 constitue une année charnière. Elle a démarré par une table ronde en Pologne entre le gouvernement militaire et les représentants de la société. En juin, des élections ont eu lieu, et en septembre était nommé le premier gouvernement polonais dirigé par un non communiste. La Hongrie et la Tchécoslovaquie, avec sa " Révolution de velours ", lui ont emboîté le pas, et en novembre, survenait la chute du Mur de Berlin. Ce processus, entamé en 1981 par Lech Walesa et Solidarnosc, s'est réalisé grâce aux peuples d'Europe Centrale. **Ils se sont libérés eux-mêmes**, souligne Bronislaw Geremek, qui insiste sur l'immense importance politique de 1989. C'est la victoire de la liberté contre le système totalitaire, le triomphe des valeurs de l'Occident, l'échec moral et politique de l'Union Soviétique. Depuis cette date, l'Europe Centrale et Orientale a abandonné son statut peu enviable de " zone tampon " et s'est affranchie de la tendance séculaire de l'évolution historique. **L'ordre de Yalta, qui avait imposé ce régime à l'Est, s'est effondré, et l'unification de l'Europe s'est imposée comme une réalité.** Le rêve de Jean Monnet et Robert Schumann pouvait se concrétiser. **Dans ce monde de l'après-guerre froide, les attentats du 11 septembre 2001 à New York, puis du 11 mars 2004 à Madrid, ont bouleversé l'environnement international. Ils ont révélé la force et le potentiel du terrorisme, la prolifération de la violence à l'échelle planétaire. Les Etats-Unis, superpuissance mondiale, sont entrés en guerre, psychologiquement et politiquement.** L'opinion publique s'est mobilisée autour du réflexe national. Le critère des coalitions est devenu prépondérant, prévalant désormais sur les traditionnelles alliances. Sur un plan géostratégique, on a assisté à **une dissociation entre la sécurité et les territoires**, à un affaiblissement de la sympathie à l'égard des USA et à une aggravation des tensions structurelles entre l'Amérique et l'Europe, note Bronislaw Geremek.

§ Triompher des divisions

L'histoire du XXème siècle a été marquée par une guerre de 30 ans, de 1914 à 1945, mondiale par son parcours, mais européenne par ses enjeux. Le rejet des idéologies totalitaires n'a que faiblement éclairé l'organisation du nouvel ordre mondial, et à cet égard, l'Europe porte une lourde responsabilité. On a assisté à la réapparition des vieux démons, très bien résumés par Staline, lorsqu'il reconnaissait que " sur la baïonnette des armées, les régimes se sont installés". La guerre froide, ensuite, a assuré un certain équilibre. C'était la " paix impossible, la guerre improbable ", selon les termes de Raymond Aron. La fin des blocs a tout remis en question. L'Europe n'a pu empêcher la résurgence des nationalismes, la flambée de violence dans les Balkans. Heureusement, la politique d'élargissement réussie de l'Union Européenne a inversé le balancier. Elle a introduit la stabilisation, la paix et la coopération économique, et amorcé la voie de la réconciliation. Il subsiste toutefois dans les opinions

publiques occidentales, une certaine nostalgie de la guerre froide, alimentée par la crainte d'un monde devenu imprévisible, déplore Bronislaw Geremek, qui réfute toute éventuelle division entre pays de l'Est et de l'Ouest. Donald Rumsfeld a eu tort de fustiger la " vieille Europe ". L'Amérique, au contraire, devrait se réjouir devant les avancées de la construction européenne, martèle-t-il. Evidemment, des lacunes existent. Il y a un manque évident d'harmonisation et de concertation entre les vingt- cinq Etats membres. Ces dissonances ont été flagrantes lors de la guerre d'Irak. Elles apparaissent aussi dans les politiques d'achat de matériel militaire. Ceux-ci devraient faire partie de la politique européenne, et ainsi, il n'y aurait plus de dilemme entre F16 et Mirage...

Les pays, qui ont vu s'abattre sur eux le rideau de fer, sont plus sensibilisés aux questions de sécurité, c'est une leçon de leur histoire. Leur douloureuse expérience explique leur attachement et leur soutien à l'OTAN, qui d'ailleurs, leur a ouvert les bras avant l'Union Européenne. Cette attitude à l'égard des USA ne reflète aucune soumission, les pays de l'Est se sentent avant tout européens, et souhaitent vivement un réel développement de la dimension politique de l'UE. Pour eux, la souveraineté partagée est un gage de liberté. Nous avons besoin d'une Europe des communautés, qui développe des valeurs qui nous sont chères, et alimente un sentiment de solidarité interne. **L'Europe doit également devenir une véritable puissance militaire.** Son budget actuel en la matière (220 milliards de dollars, soit 1,9% du PIB) est très en retard sur celui des USA : 400 milliards de dollars, soit 3,7% du PIB. Ce fossé est inquiétant, tout comme l'absence de structures communes, chacun fait son marché comme il l'entend. Cette tendance est flagrante pour ce qui est des avions de transport. Il en manque, mais personne n'ose prendre de décision, de peur de blesser l'un ou l'autre...

§ Porte - drapeau des valeurs d'Émocratiques

Une politique étrangère commune est également indispensable, estime l'orateur, pour ne pas renouveler l'humiliation subie lors des guerres balkaniques. **Enfin, l'Europe doit devenir une société civile puissante.** Ses institutions démocratiques, son modèle social, son économie de marché doivent servir de référence. Elle peut revendiquer un " projet stratégique ", comme le déclare M. Fischer, le Ministre allemand des Affaires Etrangères. La Realpolitik n'interdit pas un attachement idéaliste aux valeurs fondamentales. Il n'y a pas de contradiction. La démocratie est un produit européen, nous devons la promouvoir, créer un grand " fonds de démocratie ", comme aux USA, mais notre prise de conscience est encore insuffisante. L'ultimatum franco-britannique exigeant le retrait des troupes syriennes du Liban est un signe encourageant. Cette prise de position a été couronnée de succès, l'opinion publique libanaise associe dans son esprit Europe et monde libre. L'Europe se sent également concernée par les nombreuses zones d'insécurité qui déstabilisent le monde. Au premier plan, " le grand Balkan du monde ", un vaste ensemble qui s'étend du Proche-Orient à l'Asie Centrale, source de conflits potentiels. Ensuite, l'Afrique, actuellement en pleine effervescence, et avec laquelle l'Europe a tissé des attaches sentimentales et politiques, de par son passé colonial. Et puis, la Chine, dont nous ne saisissons pas encore toute la dimension. Elle représente un danger économique, avec l'invasion de ses innombrables produits de consommation, mais, au-delà, comment l'appréhender ? Face à ces crises dans le monde, l'Europe réagit à son échelle, avec les opérations Artémis au Congo, Concordia en Macédoine. La France a envoyé une mission en Côte d'Ivoire, la Grande-Bretagne en Sierra Leone. Mais, ces participations restent limitées. En Iran, seuls quelques Etats sont intervenus pour tenter de résoudre la crise nucléaire avec les Etats-Unis. **Pour tenir un rang international, siéger au Conseil de Sécurité, l'Union Européenne doit réformer ses institutions.** Elle en a désormais les moyens, affirme Bronislaw Geremek, qui juge indispensable une redéfinition des rapports avec la Russie. Blessée dans son rôle politique, humiliée sur le plan économique, son chemin vers la démocratie est lent et difficile. Toutefois, c'est un grand pays, qui a choisi une modernisation à la chinoise, une combinaison de libéralisme économique et d'autoritarisme politique. La tentation impériale réapparaît aussi. Si elle développe une soumission presque excessive à l'égard des USA, elle fait preuve d'arrogance face aux Européens, leur délivre un discours de force. L'Union Européenne semble accepter cette " étrange danse amoureuse ", à une exception près, son soutien appuyé à la Révolution orange en Ukraine. Lorsque Vladimir Poutine affirme que la disparition de l'Union Soviétique représente la plus grande tragédie du XXème siècle, l'Union Européenne devrait s'y

opposer avec virulence. Il est temps pour elle d'ajouter une dimension orientale à sa politique étrangère.

L'Europe n'en est encore qu'à ses balbutiements sur la scène mondiale, elle doit s'y imposer, trouver la place de puissance qu'elle mérite.

Cet exposé remarquable et passionnant s'est poursuivi par un dialogue tout aussi riche, animé par Serge Rechter.

Jean-Dominique Giuliani (Président de la Fondation Robert Schumann) : *Les Français vivent l'élargissement de l'Europe avec une certaine angoisse. A la veille du référendum sur la Constitution, quel message pouvez-vous leur adresser pour les rassurer ?*

A l'occasion de ce référendum, la France a connu son premier vrai débat sur l'Europe. Elle en avait besoin. C'est un motif de satisfaction. L'élargissement fait peur aux Français. Cela est d'autant plus incompréhensible que vous avez été les premiers à soutenir Solidarnosc et Lech Walesa. Mais, après les moments d'euphorie, le doute s'est installé. Nous, les Polonais, nous n'avons pas assez insisté sur la dimension historique de notre entrée dans l'UE. Les Français semblent mal à l'aise en ce début de XXIème siècle, il leur est difficile d'accepter une certaine érosion de leur influence. Mais, le rôle et la grandeur de la France existent toujours, simplement ils changent de nature et de densité. **Si elle le veut, la France peut redevenir un axe moteur de l'UE avec l'Allemagne.** Les Français imputent à tort l'insécurité du travail et les délocalisations à l'élargissement. Or, la France est le premier investisseur en Pologne. Et nous aussi, Polonais, nous souffrons de ce phénomène. Certaines de nos entreprises partent s'installer en Ukraine et en Asie. C'est un problème européen. L'arrivée massive de nouveaux travailleurs doit aussi être relativisée. Seuls 110 000 Polonais ont émigré vers l'Irlande, la Grande-Bretagne et la Suède, les trois pays qui acceptent d'ouvrir leurs frontières. En 2004, l'Europe a eu le courage d'accepter dix nouveaux Etats membres. Il faut persuader les Français du bien fondé de cette décision et de ses futures retombées positives.

Pervenche Berès (Députée Européenne, Présidente de la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement Européen) : *Que doit rêver l'Europe pour la structuration du débat mondial ? Quelle étape s'offre à elle après l'OMC ?*

L'OMC est un succès, et l'Europe y a fortement contribué. La nomination de Pascal Lamy comme directeur général le confirme. **Il faut maintenant s'attaquer à la réforme des Nations Unies**, mais aussi à la routine qui prévaut au sein de cette organisation, et à la paralysie qu'elle engendre. Les pistes amorcées par Kofi Annan vont dans la bonne direction. Il faut réorganiser le Conseil de Sécurité. Pour ma part, je suis favorable à ce qu'il dispose de moyens d'action préventive.

René Occhiminuti (Président de l'Union des Associations des Anciens Auditeurs de l'IHEDN) : *Lors de la campagne sur le référendum, la classe politique française n'a pas su faire passer le souffle de l'Europe. J'apprécie beaucoup qu'un interlocuteur venu de l'Est nous rappelle les réalités premières.*

Plus précisément, quelle appréciation portez-vous sur la Yougoslavie, depuis toujours une zone de troubles ?

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Quelles sont les frontières de l'Europe ? François Mitterrand disait qu'elles étaient configurées par la ligne des abbayes cisterciennes...*

C'est vrai, c'est un réseau qui définit l'Europe. Il y a eu l'Europe Romane, puis Gothique, puis Baroque. A chaque fois, elle s'est agrandie. Le Général de Gaulle, quant à lui, disait simplement que l' " Europe va de " l'Atlantique à l'Oural ", sans autre précision. L'Europe ne peut être appréhendée sur le seul plan géographique. Elle est aussi unie par des valeurs. Peut-on imaginer l'Ukraine, la Russie, la Biélorussie, l'Albanie s'intégrer à l'Europe ? Si un peuple le demande, il ne faut pas lui répondre " non ", car cela ôte tout espoir. Il ne faut pas pour autant lui accorder le " oui ". La décision d'adhésion doit être prise en fonction du potentiel d'absorption du nouveau pays par l'Union Européenne, conformément aux critères de Copenhague. La force de l'Union Européenne réside dans sa richesse commune. La Croatie, par exemple, est bien préparée économiquement et politiquement. Mais, elle refuse de présenter ses criminels de guerre devant la Cour Pénale Internationale. Elle ne remplit pas les exigences requises. La Serbie est en train de changer les grandes orientations de sa politique étrangère, elle ne représente plus de problème pour la paix. Il n'en va pas de même pour la Bosnie-Herzégovine, où la mise en œuvre des accords de Dayton semble piétiner. La Macédoine et le Kosovo, pour leur part, sont loin d'avoir résolu tous leurs problèmes. L'Europe ne parvient pas à mener une politique étrangère commune dans cette partie des Balkans. Il y a trop de relations complexes bilatérales (Allemagne-Croatie ; Italie-Albanie...). **L'Europe a besoin d'une âme. Nous devons démontrer que le processus d'élargissement est enraciné dans nos valeurs. Nous nous posons trop peu la question de savoir pourquoi nous voulons vivre ensemble.** Uniquement pour bénéficier de la prospérité économique ou pour faire triompher nos idéaux ?

Pascal Boniface (Directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques : IRIS) : *La question de la sécurité ne se pose pas de la même manière des deux côtés de l'ex-rideau de fer. Les Français ne ressentent pas d'opposition entre l'UE et l'OTAN. Pour eux, une Europe de la Défense est compatible avec les structures existantes. Les Américains ne voient pas cette évolution du même œil et nous mettent des bâtons dans les roues. Qu'en pensez-vous ? Par ailleurs, la Pologne étant impliquée en Irak, pouvez-vous nous donner votre opinion sur la façon dont les USA mènent cette guerre ?*

Il est certain que la sécurité est vécue différemment à l'Est et à l'Ouest de l'Europe. Il faut aussi relativiser, tous les Américains ne sont pas inquiets face à la perspective de l'émergence d'une défense européenne. Il faut essayer de comprendre cette crainte des USA, mais ne pas l'accepter. Une Europe de la Défense n'est pas contraire à leurs intérêts, puisqu'elle contribuerait à la sécurité mondiale. L'Europe est trop souvent reléguée aux " secondes besognes ", elle doit développer un potentiel de réaction suffisant pour monter en première ligne. Il faut dépasser la méfiance, la méconnaissance des réalités, qui sont autant de freins. **La guerre d'Irak a été gagnée, mais la paix, pour le moment, semble perdue.** En croyant que le bien allait triompher, l'administration américaine a commis une grave erreur. **Les arguments de justification de l'opération ont masqué la faiblesse de la pensée stratégique.** Je crois en l'installation d'un régime démocratique en Irak, mais cela prendra beaucoup de temps. Et l'Amérique, qui y est mal aimée, ne pourra y parvenir seule. Elle a besoin de l'aide de l'Europe, qui doit affirmer sa force morale et l'exploiter.

Jean-Louis Pierrel (Consultant – IBM France) : *La construction européenne pourrait-elle redémarrer autour d'un noyau de convaincus ? Quels Etats y participeraient ?*

On pourrait refonder l'Europe avec ses plus farouches partisans, ceux qui croient vraiment à sa finalité. Mais, en termes de traités, cela prendrait une génération. C'est possible, mais non souhaitable. Il faut trouver des instruments pour faire évoluer l'Union Européenne, et en même temps, s'appuyer sur l'acquis.

Marc Tronchet (Directeur adjoint de la direction d'Europe I) : *Comment l'Europe peut-elle devenir prévisible, sans être bureaucratique, centralisée et donc un peu autoritaire ?*

Les Européens ont la nostalgie de l'ordre. Or, la liberté est toujours chaotique. Il faut s'habituer à cette nouvelle situation, à la fin de l'équilibre de la guerre froide. Selon moi, l'élément le plus inquiétant dans les relations internationales actuelles tient à **l'unipolarité** de l'organisation du monde. L'Europe n'est pas encore prête pour la multipolarité. Elle doit renforcer sa solidarité interne, cela va dans l'intérêt de tous. Elle pourrait devenir une nouvelle superpuissance, avec la Chine et l'Inde, permettre l'évolution d'un monde bâti autour de quatre grands pôles. Montesquieu disait que la bureaucratie était une nouvelle forme de tyrannie. Nous avons une fâcheuse tendance à accuser Bruxelles de tous nos maux. Or, la Commission n'est pas plus bureaucratique que Bercy. L'Europe est-elle à même de fournir une clé pour notre organisation interne ? La démocratie a besoin d'un cadre national pour s'épanouir, mais nos Etats nationaux doivent évoluer vers une Communauté. **Ils doivent s'efforcer de dépasser leurs différences. Il faut retrouver l'esprit de l'Europe, le transmettre dans notre système éducatif, pour l'enraciner, l'édifier en exemple vis-à-vis du reste du monde. Mais, en est-on capable, en avons-nous vraiment le courage ?**

Général d'Armée Bertrand de Lapresle (Vice-Président de Géostratégies 2000 – Ancien Gouverneur des Invalides) : Quel a été le rôle de Jean-Paul II dans le développement de l'Europe ? Quelle sera la marque de son successeur Benoît XVI ?

Jean-Paul II a forgé une nouvelle façon de penser le monde. Cela était très clair lors de ses messages du Nouvel An. Il avait le courage de proclamer " N'ayez pas peur ". Il a toujours été fermement opposé aux deux guerres d'Irak. Cependant, il a introduit la notion de " guerre juste ", faite au nom de l'humanité. **Si un conflit provoque moins de morts que la situation existante, alors il faut l'entreprendre.** Il a introduit un élément pragmatique, qui n'existait pas dans le discours de l'Eglise. Il s'est imposé comme référence politique. Il a toujours tenu un langage européen, il a poussé les Polonais à voter " Oui " à l'entrée dans l'Europe. Son discours était très novateur, ses analyses vont éclairer les relations internationales. Son successeur se trouve être aussi son plus proche collaborateur. Je pense qu'il est très important que ce soit un Allemand, qui ait connu l'expérience du nazisme, qui devienne le chef de l'Eglise universelle. Cette élection a été rendue possible grâce à l'Europe et à la réconciliation franco-allemande.

Marie-Clotilde Hingray

(propos non revus par les intervenants)

Un homme rare qui indique le chemin, une réflexion haute, un moment exceptionnel